Seydou **TRAORÉ**
Professeur des universités en droit public à l'université de Reims
Faculté de droit et de science politique
57, rue Pierre Taittinger 51 100
Téléphone : 03 26 91 38 35
E.mail : seydou.traore@univ-reims.fr

TITRES UNIVERSITAIRES

Habilitation à diriger des recherches (2006)
Soutenue le 1er décembre 2006 à la Faculté de Droit et de Science politique de Reims, sous la direction du Doyen Bernard TOURET, devant un jury composé de MM. les professeurs Jean-Bernard AUBY (Université de Paris II), Président du jury ; Michel DEGOFFE (Université de Paris V-Descartes) ; Jean-Pierre LEBRETON (Université de Versailles Saint-Quentin), rapporteur ; Serge PUGEAULT (Université de Reims), rapporteur ; Pierre SUBRA DE BIEUSSES (Université de Paris X Nanterre), rapporteur et de M. Bernard TOURET (Université de Reims).

Doctorat en Droit public de l'Université de REIMS (1987).
Thèse : « *Le droit de l'aménagement du territoire en pays sous-développés : le facteur de développement. L'applicabilité de l'hypothèse au Mali* », soutenue le 10 décembre 1987 à Reims devant un jury composé de MM. les professeurs Patrick BENOIT (Président du jury), Marcel BAZIN, Gérard DOREL et de M. Bernard TOURET, Maître de conférences (Directeur de thèse).

FONCTIONS ET GRADE :

Enseignant-chercheur.

Professeur de Droit public à l'université de Reims (1er septembre 2017)

Maître de conférences de droit public à l'UFR Droit et Science politique de REIMS (1er septembre 1993- 31 août 2017).

Promu au grade de Maître de conférences Hors Classe par la Section 02 du Conseil National des Universités le 9 mai 2011.

DISTINCTIONS

Chevalier des palmes académiques (décret du 13 juillet 2023)

ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET PUBLICATIONS

I. Ouvrages individuels :

- *Précis de droit de l'urbanisme*, Editions Le Moniteur, Guides Juridiques, 2024, 737 pages.

- *L'usager du service public*, LGDJ, Collection « Systèmes », 2012, 212 pages.

- *Les documents d'urbanisme*, Editions Lamy, Collection « Lamy Axe Droit », 2012, 295 pages.

- *Droit des propriétés publiques*, Editions Vuibert, Collection « Public Droit », 2008,400 pages.

- *Les schémas de cohérence territoriale de la loi SRU du 13 décembre 2000*, Editions L'Harmattan, Collection « Administration et aménagement du territoire », 2001, 153 pages.

II. Articles, études, commentaires :

1. Droit administratif général :

- *La loi n°2021-1109 du 24 août 2021 et la protection renforcée des principes du service public*, BJCL, chronique, n°10/2021, p.677-683.

- *La loi n°2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance : une nouvelle tentative de refondation des relations avec l'administration*, BJCI n°4, avril 2019, chronique, p.255-266.

- *Le droit au contrôle opposable des administrés*, Droit administratif n°3, mars 2019, étude n°5, p.15-21

- « *Les autorités administratives indépendantes dotées de la personnalité morale : vers une réintégration institutionnelle de la catégorie juridique ? »,* Droit administratif n°8-9, août-septembre 2004, étude n°16, p.16-21.

- « *L'extension du champ d'application de la décision implicite »*, Droit administratif, n° 8-9, août-septembre 2000, étude n°15, p.8-11.

- « *La commission consultative du secret de la défense nationale : une autorité administrative indépendante sui generis ?* », Revue administrative n° 311, 1999, p. 508-515.

- *« Les contrats emplois-jeunes » de la loi n°97-940 du 16 octobre 1997 et les critères jurisprudentiels des contrats de l'administration »*, RDP n°1/1998, p.225-243.

2. *Droit des collectivités territoriales et organisation administrative :*

- *« Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et l'état de l'autonomie des collectivités territoriales en France »,* BJCL n°4/2016, avril 2016, p.246-249.

- « *L'autre réforme, la réforme de l'Etat* », AJCT n°2, février 2016, p.76-79.

- « *La nouvelle réforme des cartes communales : entre décentralisation et recentralisation* », Droit administratif n°10, octobre 2003, chronique n°17, p.10-15.

- « *Le référendum local décisionnel* », BJCL n°1/2003, janvier 2003, p.6-14.

- « *La ville et ses politiques à travers une nouvelle géographie prioritaire urbaine* », Revue de droit sanitaire et social n°2, avril-juin 1997, p.460-479.

- « *Quelle politique pour la ville ?* », La Gazette des communes, des départements et des régions n°7, 17 février 1997, p.34-39.

- « *Feu vert pour les référendums locaux d'initiative populaire en matière d'aménagement* », Les petites affiches n°17, 7 février 1997, p.8-12.

3. *Droit administratif des biens* :

- *La rénovation énergétique performante des propriétés publiques immobilières bâties et ses enjeux extra-écologiques*, Revue Droit et Ville n°98, 2024, p.275-295.

- *La déclaration d'utilité publique à l'épreuve des travaux aéroportuaires émetteurs de gaz à effet de serre*, AJDA, n°15, 2023, p. 757.

- « *Contribution à l'étude de l'acte administratif déclaratif d'intérêt général* », Revue du droit public, 2015, n°6, p.1533-1550.

- « *La redéfinition de la voie de fait et la résurgence de l'intangibilité de l'ouvrage public* », Droit administratif, n°3, mars 2015, étude n°4, p.9-13.

- *« Le régime juridique des concessions de plage* », Juristourisme n°132, juin 2011, p.26-28.

- « *Le décret du 13 mai 2005 et la procédure de constatation de la perte de base légale de l'ordonnance d'expropriation »,* Droit administratif n°10, octobre 2005, comm.139, p.22-24.

- « *Un processus de mutation des occupations privatives du domaine public en contrats de travaux et d'ouvrages publics »*, AJDI n° 1/2004, janvier 2004 p.16-24.

- « *La nouvelle procédure de « déclaration de projet* », BJDU n°4/2002, p.242-251.

4. Droit de l'urbanisme :

- *L'extinction historique du pouvoir normatif direct des autorités municipales en matière d'urbanisme*, in Actes 1 et 2 de la décentralisation. Les transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités territoriales, sous la direction de Olivier Dupéron, L'Harmattan/GRALE, 2023, p.131-141.

- *La loi SRU et les procédures d'aménagement, vingt ans après,* AJDA 2020, n°42, p. 2425-2432

- *L'ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 et la nouvelle « modernisation » des schémas de cohérence territoriale*, BJCL n°11/ 2020, p.751-758

- *Les nouvelles procédures d'aménagement*, AJDA 2019, n°2, p. 88-99

- *Les documents d'urbanisme après la loi ELAN*, AJCT 2019, n°, p. 8-12

- *Les procédures du permis de construire après la loi ELAN*, AJCT 2019, p. 13-16

- « *Les plans locaux d'urbanisme infra communautaires* », AJDA n°16, 8 mai 2017, p.937-943.

- « *Le droit de l'urbanisme dans ses rapports avec les droits fondamentaux : ce que les plans locaux d'urbanisme donnent à voir dans l'exercice du droit de propriété immobilière »,* Cahiers de la Recherche sur les Droits Fondamentaux, Presses universitaires de Caen, n°14, 2016, p.51-57.

- « *Le droit de l'urbanisme au service du droit de l'environnement* », JCP N n°29, 17 juillet 2015, 1129, p.27-31.

- « *L'article L.230-3 alinéa 7 du code de l'urbanisme et la substitution de bénéficiaire en matière d'emplacement réservé* », BJDU n°4/2014, p.254-260.

- « *Le droit de préemption de la ZAD dans loi ALUR du 24 mars 2014 »*, BJDU n°5, mai 2014, p.310-315.

- « *Le plan local d'urbanisme intercommunal et la loi ALUR »*, AJCT, juillet-août 2014, p.350-354.

- « *La délégation du droit de préemption »*, RLCT n°98, février 2014, p.31-34.

- « *La timide réforme des procédures d'adaptation des documents d'urbanisme par l'ordonnance du 5 janvier 2012* », RLCT n°77, mars 2012, p.38-40.

- « *Le golf dans ses rapports avec le droit de l'urbanisme* », Juristourisme n°131, mai 2011, p.20-23.

- « *Les DTADD de la loi du 12 juillet 2010 et les critères des documents d'urbanisme »,* JCP Adm., 2010, 2286, 20 septembre 2010, p.37-44.

- « *Réflexions sur la prolifération et les déclinaisons des procédures d'adaptation des documents d'urbanisme »,* RLCT n°49, septembre 2009, p.73-77.

- *« Le droit de l'urbanisme et les espaces portuaires de la plaisance* », Tourisme et Droit n°111, juillet 2009, p.24-26.

- « *Le principe d'impartialité dans la procédure de délivrance des permis de construire »*, AJDA, 2009, p.235-241.

- « *La réforme des autorisations d'urbanisme* », Tourisme et Droit n°94, janvier 2008, p.14-19.

- « *La relance des schémas de mise en valeur de la mer : nouveaux modes d'élaboration et nouvelles catégories »,* Droit de l'environnement n°155, janvier-février 2008, p.21-27.

- « *La loi de modernisation de l'économie et l'intégration de la planification stratégique des équipements commerciaux dans les schémas de cohérence territoriale »*, BJDU n°4/2008, p.231-238.

- « *La loi n°2007-254 du 27 février 2007 et le nouveau droit de l'urbanisme propre au quartier de La Défense »*, RLCT n°35, mai 2008, p.48-53.

- « *La loi ENL du 13 juillet 2006 et le plan local d'urbanisme »*, BJCL n°9, octobre 2006, pp.622-627.

- *« Eléments de réflexion sur la notion juridique d'autorité compétente en droit de l'urbanisme »,* Contribution en collaboration avec Bernard Touret aux Mélanges en l'honneur de Henri Jacquot, Presses universitaires d'Orléans, 2006, p.575-596.

- « *La mise en cohérence du régime juridique des plans de sauvegarde et de mise en valeur par l'ordonnance du 28 juillet 2005 relative aux secteurs sauvegardés »,* Collectivités Territoriales - Intercommunalité, n°5, mai 2006, étude n°5, p.4-9.

- « *Les nouveaux plans locaux d'urbanisme intercommunaux partiels et l'extension de la catégorie résiduelle de plans locaux d'urbanisme partiels »*, RFDA, n° 1, janvier-février 2004, p. 172-178.

- « *Le zonage principal des PLU de la loi SRU »*, BJDU n°6/2001, p.395-404.

- « *Les nouvelles cartes communales* », Etudes foncières n°91, mai-juin 2001, p.33-37.

- « *Le juge administratif et l'obligation de se prononcer sur tous les moyens en matière d'urbanisme »*, Droit administratif, n°5, mai 2001, comm.129, p.28-30.

« *Le rendez-vous manqué des DTA »,* Les Petites affiches n°12, 26 janvier 1996, p.7-9.

5. *Droit de l'environnement* :

- « *De l'interdiction des terrasses chauffées parisiennes à l'article L. 2122-1-1 A du CGPPP*, AJDA 2022, n°37, p. 2094.

- *« Les spécificités procédurales des plans de prévention des risques naturels prévisibles »,* AJDA n°20, 6 juin 2016, p.1105-1111.

- « *La loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris : mobilisation du droit de l'urbanisme et contreparties environnementales »*, Environnement et Développement Durable, n°8-9, août-septembre 2010, p.25-31.

- « *La réglementation des nuisances sonores dues aux infrastructures autoroutières anciennes »,* Droit de l'environnement n°148, mai 2007, p.135-138.

- « *La circulaire du 6 mars 2006 relative à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et les nouvelles obligations de l'autorité environnementale* », Environnement n°7, juillet 2006, étude n°11, p.16-18.

- « *Les cartes de bruit et les plans de prévention du bruit d'origine communautaire* », Les Annales de la voirie n°106, mai 2006, p.85-90.

- « *La nouvelle « évaluation environnementale » des documents d'urbanisme* », Environnement n°4, avril 2006, étude n°6, p.9-16.

- « *Les plans de prévention du bruit : à propos de la loi n°2005-1319 du 26 octobre 2005* », Droit de l'environnement n°137, avril 2006, p.105-110.

- *« L'impact de la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques sur le droit de l'urbanisme »,* Droit administratif n°4, avril 2004, comm.72, p.38-41.

- « *La nature juridique des plans de prévention* », AJDA 2003, p.2185-2194.

III. Notes de jurisprudence :

1. *Droit administratif général* :

- « *Les implications juridiques de la déclaration d'illégalité d'un acte administratif fixant le tarif d'une redevance pour service rendu* », note sous CE, Section, 29 avril 2014, n°357090, Mme Anchling et autres, JCP Adm., n°43, 27 octobre 2014, 2293.

- *« L'exercice des compétences administratives à l'épreuve du temps »,* note sous CE, Section, 16 mai 2001, Préfet de police de Paris c/ M. Ihsen Mtimet, AJFP, 2002, pp. 18-27.

- « *Conséquences de l'annulation d'un refus de titre de séjour sur le fondement de l'article 8 de la CEDH* », Droit administratif, mars 1999, n°75, p.19-21.

2. *Droit des collectivités territoriales et organisation administrative*

- « *La loi organique réduisant le champ d'application matériel du référendum local est-elle conforme à la Constitution ? »*, note sous décision n°2003-482 DC du 30 juillet 2003 du Conseil constitutionnel, Collectivités Territoriales – Intercommunalité, n° 8-9, août - septembre 2004, Etude n° 12, p.6-10.

- *« Le Conseil constitutionnel et la modernisation de la vie publique* », note sous décision n°98-407 DC du 14 janvier 1999, Droit administratif, octobre 1999, chronique n°18, p.6-11.

3. *Droit administratif des biens :*

- *La contravention de grande voirie : ses critères, ses limites et le Conseil d'Etat*, note sous CE, 25 octobre 2024, Société Omnium de Constructions développements locations OCDL, n°478824, AJDA, n°14, 2025, p. 729.

- *« L'adhésion de la Cour de cassation à la nouvelle conception de la voie de fait »,* note sous Cour de cassation, 1ère civile, 9 décembre 2015, Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines c/ Société Orange, n°14-24.880, AJDA n°18/2016, 23 mai 2016, p.1016-1019.

- *« Une superposition de murs, la théorie de l'accessoire et la catégorie d'ouvrage public divisible d'un ouvrage privé matériellement solidaire »,* note sous CE, 26 février 2016, SCI Jenapy 01, n°389258, BJCL n°4/2016, avril 2016, p.269-275.

- « *Le juge administratif et la démolition d'ouvrages publics régulièrement implantés »*, note sous TC, 17 décembre 2012, M. Vidal c/ERDF, n°3871, AJDA n°22, 24 juin 2013, p.1281-1285.

- « *Peut-on interdire le chauffage au gaz ou à l'électricité des terrasses de café à Paris ? »*, note sous TA Paris, 24 janvier 2013, Comité français du butane et du propane et Association française du gaz, n°1119742, BJCL n°5, mai 2013, p.326-331.

- « *La conformité à la Constitution du régime juridique des contraventions de grande voirie »*, note sous CE, 30 mai 2012, M. B., n°357694, AJDA n°42/2012, p.2318-2323.

- « *Pour une clarification des critères d'exonération d'une redevance d'utilisation du domaine public »*, note sous CAA Paris, 12 janvier 2012, M. Baupin, n°01PA06066, AJDA n°36/2012, p.2004-2008.

- « *Les effets d'un plan d'alignement à l'épreuve d'une mesure de suspension »*, note sous CE, 26 mars 2012, Association des habitants des quartiers sud et maraîchers de Colmar, n°350834, AJDA n°31/2012, p.1741-1746.

- « *L'Edit de Sully du 16 décembre 1607 est constitutionnalisé. La procédure d'alignement est rendue conventionnelle »*, note sous Conseil constitutionnel, décision n°2011-201 QPC du 2 décembre 2011, BJCL n°6/12, juin 2012, p.418-425.

- « *De la continuité juridique de la protection du domaine public maritime naturel et des contraventions de grande voirie »*, note sous CE, 2 juin 2010, n°320382, MEEDDAT, BJCL n°4/11, avril 2011, p. 239-243.

- « *Les conditions juridiques de déclassement d'un bâtiment scolaire destiné à être vendu à son locataire actuel* », note sous CE, 27 janvier 2010, Commune de Mazayes-Basses, n°313247, RLCT n°57, mai 2010, p.44-47.

- « *La démolition des ouvrages publics illégalement implantés dans les espaces naturels remarquables du littoral* », note sous Conseil d'Etat, 13 février 2009, Communauté de communes du canton de Saint-Malo-de-la-Lande, Droit administratif n°4, avril 2009, commentaire n°63, p.50-54.

- « *L'installation par l'Etat de radars sur les routes départementales : un mode d'affectation sui generis du domaine public routier ?* », BJCL n°2/08, février 2008, p.82.

- « *La détermination des liens juridiques entre l'expropriation et l'occupation temporaire des propriétés privées* », note sous Conseil d'Etat, 26 juillet 2006, Ministre de l'Equipement c/ Consorts Revillard, AJDI, novembre 2007, p.819-828.

4. *Droit de l'urbanisme* :

- *« La consécration du principe de l'expiration anticipée du sursis à statuer en matière de permis de construire »,* note sous CE, 11 février 2015, SCI Naq Gamma, JCP Adm. 15 juin 2015, n°24, 2181, p.37.

- « *La CEDH, les servitudes d'urbanisme et le droit au respect du domicile et de la vie privée* », note, rédigée en collaboration avec Arnaud Haquet, sous CEDH, 3/07/2012, Martínez Martínez et Pino Manzano c/ Espagne, n° 61654/08, RLCT n°87, février 2013, p.48

- « *Nature juridique de l'arrêté de qualification d'un projet d'intérêt général* », note sous CE, 4 juin 2012, SARL du Parc d'activités de Blotzheim, n°340213, Droit administratif n°10, octobre 2012, p.33-34.

- *« La mise en compatibilité d'un document d'urbanisme par une déclaration d'utilité publique n'est pas contraire à la libre administration des collectivités territoriales »,* RLCT n°64, janvier 2011, p.41-44.

- « *La consécration du caractère relatif de l'in-constructibilité des espaces boisés classés* », note sous Conseil d'Etat, 31 mars 2010, Commune de Martigues, Environnement et Développement Durable n°7, juillet 2010, étude n°15, p.19-23.

- « *Les effets juridiques de l'annulation d'un POS sur un refus de permis de construire* », note sous CE, 30 décembre 2009, Commune du Cannet-sur-Mer, RLCT n° 56, avril 2010, p.37-40.

- « *Les conditions d'ouverture à l'urbanisation des entrées de villes* », note sous Conseil d'Etat, 21 mai 2008, Association d'Environnement Attainville Ma Campagne, Construction-Urbanisme, mars 2009, Etude n°3, p.7-13.

- « *Les schémas de mise en valeur de la mer dans leurs rapports avec les autres documents d'urbanisme* », note sous Conseil d'Etat, 3 mars 2008, Madame Laporte et autres, Construction-Urbanisme, janvier 2009, Etude n°1, p.11.

- « *De l'extension jurisprudentielle du principe de non-indemnisation des servitudes de non-constructibilité* », note sous CE, Section, 29 décembre 2004, Société d'aménagement des coteaux de Saint-Blaine, Construction-Urbanisme n°7-8, juillet-août 2006, étude n°7, p.5-11.

VI. Communications et interventions

1. *« Les effets de la loi industrie verte sur l'urbanisme* », communication à la journée d'études « Urbanisme et Industrie » organisée par La Chaire Urbanisme et Aménagement Durables de l'Université de Lorraine et le GRIDAUH le 23 mai 2024.

2. « *Les jugements du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne ayant fait l'objet d'un arrêt ou d'un avis du Conseil d'Etat publié au recueil Lebon* », communication au colloque organisé à l'occasion du 70ème anniversaire du tribunal administratif, le 4 octobre 2023.

2. « *Le service public de la performance énergétique de l'habitat* », communication au Colloque annuel de l'ARNU-Reims du 24 mars 2023 : Le Notaire face aux enjeux énergétiques, JCP N, 16 juin 2023, n°24, 1114, p.33-36.

3. « *Les objectifs d'ordre public* », intervention lors du Colloque organisé par l'IEJUCE de l'université de Toulouse 1 Capitole sur « *Les objectifs du droit de l'urbanisme* », le 19 novembre 2021

4. *Les « espaces libres à réserver » et les futurs emplacements réservés des PLU*, intervention lors de la Conférence sur « Le centenaire de la loi Cornudet » organisée par le SERDEAUT à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le 27 novembre 2019

5. « *Le statut juridique des biens des autorités administratives indépendantes dotées de la personnalité morale et le CGPPP* », Journée d'étude organisée par le SERDEAUT le 20 décembre 2012, à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sur le thème : « Le domaine para public : enjeux et contraintes juridiques d'un domaine oublié ».

6. « *La prise en compte des risques dans et par les documents d'urbanisme* », Communication faite lors de la 11è journée de l'Observatoire SMACL des risques de la vie territoriale au Sénat à Paris, 12 décembre 2012, RLCT n°88, mars 2013, p.57-60.

7. *« Eduardo Garcia de Enterría, Administrativiste espagnol, Grand juriste européen »*, *in* Grands juristes et politistes, Troisième Journée d'études de Droit et Politique Etrangers et Comparés, Faculté de Droit et de Science politique de Reims, Cahiers Rémois Annuels de Droit et Politique Etrangers et Comparés, n°3, sous la direction éditoriale de Franck Laffaille, Mare et Martin, Actes, 2012, p.217-245.

8. « *Stefan Zweig : De l'admiration pour les juristes à la tentation d'une apologie de la transgression des règles de droit »*, 7 pages, Cahiers Rémois Annuels de Droit et Politique Etrangers et Comparés, n°4, 2010, sous la direction éditoriale de Franck Laffaille, Mare et Martin, Collection Actes, 2014.

9. « *Le principe constitutionnel de la « non-confessionnalité de l'État espagnol* », *in* Laïcité (s), Seconde Journée d'études de Droit et Politique Etrangers et Comparés, Faculté de Droit et de Science politique de Reims, 1er avril 2008, Cahiers Rémois Annuels de Droit et Politique Etrangers et Comparés, n°2, sous la direction éditoriale de Franck Laffaille, Mare et Martin, Actes, 2010, p.257-280.

10. « *Les services publics dans le cadre de la politique de la ville »*. Communication à la journée d'études CRDT-ENACT de Nancy du 23 mars 1999, Editions L'Harmattan, « Coll. Administration Aménagement du Territoire », 1999, pp. 109-124.

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES, RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES ET ADMINISTRATIVES

I. Enseignements :

1**.** *Droit administratif général, L2 Droit*. Cours magistral, 1er semestre (33 heures).

2**.** *Droit de l'urbanisme, L3 Droit*. Cours magistral, 2ème semestre, (30 heures).

3. *Droit de l'urbanisme approfondi*, Master 1, Cours magistral, 2ème semestre (30 heures)

4**.** *Droit administratif, Master2 Recherche Droit public fondamental,* 1er semestre (20 heures).

5. Séminaire *« Carrières publiques », Master2 Recherche Droit public fondamental,* 2ème semestre (10 heures).

II. Responsabilités scientifiques

1. *Centres de recherche*

- Membre du Centre de Recherche Droit et Territoire (CRDT) Université de Reims

- Membre du SERDEAUT (Sorbonne Etudes et Recherche en Droit de l'Environnement, de l'Aménagement, de l'Urbanisme et du Tourisme) de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

2. Direction de thèses de doctorat en cours

- *Les fonctions de protection du droit de l'urbanisme*, Madame Sarah DANDONNEAU, Université de Reims (octobre 2022)

- *Droit de l'urbanisme et droits des tiers*, Monsieur Mouhamadou MBODJ, Université de Reims (octobre 2023)

- *Les décisions atypiques en droit de l'urbanisme. Essai de théorisation*, Monsieur Bernard BACHELIER, Université de Reims (octobre 2023)

3. *Participation à des jurys de thèses*

- Président du jury de thèse de Madame Cloé MANGEOLLE, *La commande publique locale au service de la protection de l'environnement*, sous la direction de Madame Line TOUZEAU, Maître de conférences de droit public, et de Monsieur Denis JOUVE, Professeur de droit public, soutenue à l'université de Reims le 11 décembre 2025

- Membre de jury, rapporteur, de la thèse de Monsieur Clément LAFORGE, *Les rapports de domination entre collectivités territoriales*, Doctorat en Droit public, sous la direction du Professeur Arnaud HAQUET, Université de Rouen Normandie. Thèse soutenue le 17 décembre 2024.

- Membre de jury, rapporteur, de la thèse de Madame Diamondra NDRIANASY, *La domanialité publique malgache à l'épreuve de la modernisation*, Doctorat en Droit public, sous la direction du Professeur Michel Degoffe, Université René Descartes-Paris V. Thèse soutenue le 18 décembre 2020.

- Membre de jury, rapporteur de la thèse de Madame Kazuko OKUDA, *Les projets d'urbanisme de Tokyo et les projets parisiens : étude de droit de l'urbanisme comparé français et japonais,* Doctorat en Droit public, sous la direction du Professeur Bernard Poujade, Université de Paris V René Descartes. Thèse soutenue le 29 octobre 2015.

- Membre de jury, rapporteur de la thèse de Madame Déborah BOUSSEMART, *La sécurisation des permis de construire contre les recours abusifs,* Doctorat en Droit public, sous la direction du Professeur Michel Degoffe, Université de Paris V René Descartes. Thèse soutenue le 9 juillet 2015.

- Membre de jury, rapporteur de la thèse de Madame Célia GOULAY, *Contrat à objet financier et valorisation économique du domaine public*, Doctorat en Droit public, sous la direction du Professeur Stéphane Manson, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Thèse soutenue le 29 novembre 2013.

- Membre de jury, rapporteur de la thèse de Madame Hidab ZEBIAN, *Le Conseil d'Etat libanais. Gardien de l'Etat de droit*, Doctorat en Droit public, sous la direction du Professeur Michel Degoffe, Université Paris V René Descartes. Thèse soutenue le19 janvier 2012.

- Président du jury de thèse de Monsieur Souleye Macodou FALL, *L'exploitation du secteur maritime au Sénégal*, Doctorat en Droit public, sous la direction du Professeur Michel Degoffe, Université de Reims. Thèse soutenue le 24 novembre 2006.

- Membre du jury de thèse de Madame Emmanuelle GILLET-LORENZI, *Enquête publique et participation du public*, Doctorat en Droit public, sous la direction de Monsieur le Doyen Bernard Touret, Université de Reims. Thèse soutenue le 1er juillet 2002.

3. *Direction de mémoires de Master 2 Droit public-Carrières publiques*

- M. Maurice SENE, *Le Conseil d'Etat et la simplification du droit*. Mémoire de Master 2 Droit public-Carrières publiques, 2016-2017, 109 pages (soutenance 29 juin 2017).

- M. Thomas CARLIER, *La politique de régulation des jeux en ligne dans ses rapports avec les impératifs d'ordre public*. Mémoire de Master 2 Droit public-Carrières publiques, 2013-2014, Université de Reims, 90 pages (soutenu le 26 juin 2014).

- M. Romain MOREL, *La collaboration occasionnelle en droit administratif*. Mémoire de Master 2 Droit public-Carrières publiques, 2013-2014, Université de Reims, 180 pages (soutenu le 26 juin 2014).

- M. Paul FLORION, *L'appropriation publique des biens immobiliers exposés à des risques naturels et la protection du droit de propriété privée*. Mémoire de Master 2 Droit public-Carrières publiques, 2012-2013, Université de Reims, 107 pages (soutenu, le 28 juin 2013).

- Mme Rania LOUAFI, *Le pouvoir de l'Etat sur les organes des collectivités territoriales*. Mémoire de Master 2 Droit public-Carrières publiques, 2012-2013, Université de Reims, 88 pages (soutenu le 28 juin 2013).

- *M. Damiano ROMEO, Les délais de recours pour excès de pouvoir et la théorie de la connaissance acquise*. Mémoire de Master 2 Droit public-Carrières publiques, 2012-2013, Université de Reims, 61 pages (soutenu le 23 septembre 2013).

III. Activités et responsabilités collectives

1. *Responsabilités administratives*

- Co-Directeur du Master 2 Droit public-Carrières publiques (2022-2024)

- Responsable de la Mention Droit public (2022-2024)

- Président de la Section de Droit public et de Science politique de l'Université de Reims (septembre 2000- juin 2024).

- Membre du Conseil de gestion de l'UFR Droit et de Science politique depuis 2008.

- Membre suppléant du Conseil de l'Ecole Doctorale « Sciences de l'Homme et de la Société » de l'Université de Reims de 2008 à 2013.

2. *Participation à des Comités de sélection et à des jurys de concours ou d'examens*

- Depuis 1998, je suis régulièrement désigné pour siéger au sein des anciennes Commissions de spécialistes et des actuels Comités de sélection de la Faculté de Droit et de Science politique de Reims et de Facultés de droit extérieures.

- Membre de jury de concours de recrutement d'attachés et d'ingénieurs territoriaux organisés par les Centres de gestion de la Grande couronne (Versailles) et de la Petite couronne (Pantin) de la région Ile-de-France, depuis plus de vingt ans.

- Membre de jury des concours d'accès aux instituts régionaux d'administration (IRA) à Paris et à Lille de 2000 à 2011.

- Membre, depuis 2007, du « collège des universitaires » du jury d'examen du « Certificat d'aptitude à la profession d'avocat » (CAPA) organisé par l'Ecole de formation professionnelle des Barreaux de la Cour d'appel de Paris (EFB).